ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 24 AVRIL 1988

Arlette LAGUILLER



le camp des travailleurs

48 ans. Employée au Crédit Lyonnais depuis l'âge de 16 ans. Militante syndicale.

Travailleuses, Travailleurs,

Oui, je m'adresse particulièrement aux travailleuses et aux travailleurs au lieu de m'adresser à tous les électeurs, comme tous les autres candidats. Et cela peut étonner.

On me dit parfois que parler de bourgeoisie et de classe ouvrière, c'est parler de notions dépassées.

Mais non seulement cela n'a jamais été dépassé, mais cela le serait plutôt de moins en moins aujourd'hui où des millions de travailleurs n'ont que le SMIC, c'est-à-dire moins de 4 000 F par mois pour vivre. Où des millions de chômeurs, de jeunes, de femmes seules ont encore moins. Où un million de travailleurs n'ont même plus droit aux allocations de chômage. Et cela pendant que les dépenses des classes riches augmentent de façon insolente, pendant que le prix des appartements de luxe, des tableaux de maîtres, des chevaux de course, des pierres précieuses atteignent des hauteurs inégalées.

Tous les bulletins de vote n'ont pas la même valeur, tous les Français ne sont pas égaux devant la loi.

Les travailleurs, les chômeurs, les retraités, ceux qui ne vivent ou n'ont vécu que de leur travail personnel, sans exploiter quiconque, ont une place à part dans la société.

D'abord, ils sont les principales victimes des lois non écrites de cette société, ces lois qui pour être invisibles, n'en sont pas moins puissantes, ces lois qui découlent du rôle de la richesse et de la puissance financière. On dit d'elles que ce sont des lois économiques contre lesquelles on ne peut rien, qu'on ne peut que subir. Mais derrière ces lois, c'est tout simplement la loi des plus riches contre les plus pauvres, des plus forts contre les plus faibles, la loi de l'argent, qui fait que les grands financiers, les grandes entreprises peuvent s'acheter des journaux, des chaînes de télévision, des hommes politiques, des grands fonctionnaires de l'Etat, comme ils embauchent ou débauchent leurs ouvriers.

Un Bouygues qui a fait fortune grâce aux autoroutes, aux HLM, aux ponts, aux stades, aux commandes d'Etat en un mot, peut, grâce à son argent, commander aux ministres ou licencier les journalistes de TF1. Un Hersant, qui possède un tiers de la presse française et dont plusieurs parmi ses cadres salariés sont députés au Parlement, n'a-t-il pas un pouvoir infiniment supérieur à son bulletin de vote ? Combien Bouygues ou Hersant peuvent-ils grâce à leurs journaux, à leur télévision, influencer d'électeurs, déplacer de bulletins de vote ? Cent mille ? Un million ?

Autrement plus en tous cas que ce que valent leurs idées, et cela simplement parce qu'ils représentent l'argent et le pouvoir financier.

Et il n'y a pas que les élections. Il y a l'influence que, tous les jours, ils peuvent exercer sur l'opinion par les médias qu'ils possèdent, pour persuader par exemple les travailleurs qu'ils n'ont qu'à se taire et à subir leur sort. Sans parler de l'influence directe de leur fortune sur les hommes politiques ou la haute administration. Et ce ne sont là que deux exemples parmi quelques autres moins visibles.

Contre cette puissance-là, le bulletin de vote des travailleurs est un moyen dérisoire pour décider vraiment de quoi que ce soit, et à plus forte raison, pour changer notre sort.

Les travailleurs sont les principales, sinon les seules victimes de la crise économique qui dure depuis quinze ans.

Ce sont eux qui sont victimes du chômage qui s'accroît d'année en année malgré les promesses des politiciens de tous bords, chômage qui diminue d'autant le revenu moyen par famille. Ce sont eux qui sont victimes du blocage des salaires depuis 1982, blocage institué par un gouvernement qui se disait pourtant favorable aux travailleurs. Blocage qui a été bien sûr maintenu par le gouvernement de droite qui prétend pourtant faire le

contraire de son prédécesseur, sauf contre les travailleurs. On justifie cela en prétendant qu'il faut que les entreprises se portent bien pour qu'elles puissent créer des emplois.

Mais on confond volontairement les entreprises et ceux qui en profitent.

Car depuis six ans ce que nous pouvons voir, justement, c'est que les entreprises ont toutes fait des profits, et même des profits fabuleux pour certaines, grâce justement à la baisse du nombre de travailleurs et à la baisse des salaires réels (car toutes ont licencié des travailleurs pour en embaucher d'autres moins payés).

Alors oui, il y a une injustice fondamentale dans cette société entre les travailleurs, les chômeurs, les retraités, c'est-à-dire le monde du travail, d'un côté, et les exploiteurs que sont les banquiers, les propriétaires des grandes entreprises, le monde de la finance, de l'autre côté.

Et c'est ce monde de la finance qui dicte sa politique au gouvernement quel qu'il soit, et quel que soit le président de la République.

Et ce n'est pas cette élection présidentielle qui va y changer quelque chose.

Alors je dis aux travailleuses et aux travailleurs comme moi,

Ne nous laissons pas tromper par ceux qui nous disent, ouvertement ou insidieusement, que si nous ne voulons pas de Chirac ou de Barre il faudrait bien voter pour Mitterrand. Car en votant pour Mitterrand, nous ne voterions pas pour un homme de gauche, nous ne voterions pas pour un homme qui serait en faveur des travailleurs. Non, nous approuverions un homme qui est tout autant au service de la bourgeoisie que ses concurrents.

S'ils ont quelques désaccords entre eux, ce n'est pas sur la politique sociale. Ils sont tous pour les autorisations massives de licenciement, pour le blocage des salaires, pour les TUC, les SIVP, ou autres stages qui offrent au patronat une main-d'œuvre payée bien en-dessous du SMIC.

Oh, bien sûr, ils nous parlent tous, pour l'avenir, de réduire le chômage, mais uniquement pour justifier les cadeaux supplémentaires qu'ils envisagent de faire à la bourgeoisie et les sacrifices supplémentaires qu'ils vont demander aux travailleurs.

Alors, voter pour des hommes qui sont, ou ont été, au pouvoir serait un marché de dupes pour les travailleurs.

Voter pour Mitterrand sous prétexte de ne pas favoriser Chirac ou Barre, serait voter contre nous-mêmes.

Ce serait dire : "*oui, nous acceptons la politique menée durant ce septennat par les uns ou par les autres, cette politique qui est pourtant la même. Oui, nous sommes convaincus qu'il n'y a rien d'autre à faire. Oui, nous sommes résignés. Oui, Mitterrand s'il est élu pourra continuer à faire une politique de bas salaires, de licenciements, de réduction des droits sociaux*". C'est Mitterrand lui-même qui déclare qu'il peut, s'il est élu, éventuellement décider de choisir un premier ministre dans les rangs des députés de l'UDF, pour prétendument faire l'unité des Français. Mais ce serait l'unité des possédants sur le dos des travailleurs.

Si c'est Chirac ou Barre qui est élu, il ne pourra que se sentir encouragé à mener la même politique, cette politique approuvée de fait par tous ceux qui auront voté ou pour la droite ou pour Mitterrand au 1er tour.

C'est pourquoi les travailleurs qui envisagent de donner leur voix à Mitterrand pour faire obstacle à la droite ou à l'extrême-droite se trompent. Ils arriveront peut-être, ainsi, à empêcher Chirac ou Barre de s'installer à l'Elysée. Mais la droite au gouvernement, ils l'auront de toute façon, installée par Mitterrand lui-même. Et ils l'auront d'autant plus

facilement que Mitterrand aura eu plus de voix au premier tour pour approuver sa politique passée, présente et à venir.

Eh bien, il faut au moins lui montrer qu'il a tort de considérer le monde du travail comme quantité négligeable. Il faut refuser de plébisciter la politique anti-ouvrière qui a été menée sous sa présidence, de 1981 à 1988.

Travailleuses, travailleurs,

N'utilisons pas notre bulletin de vote pour approuver la politique anti-ouvrière des gouvernements passés, présents et futurs. Faisons en, au contraire, un moyen de protestation, un moyen d'exprimer le mécontentement légitime des travailleurs de ce pays.

Jusqu'à quand allons-nous nous laisser faire ? Jusqu'à quand allons-nous accepter qu'on parle, qu'on décide en notre nom ?

Je me présente à vos suffrages pour que vous puissiez dire que ni la politique des candidats de droite et à plus forte raison d'extrême-droite ni celle de Mitterrand ne vous conviennent plus l'une que l'autre.

Je ne me présente pas contrairement à bien d'autres pour obtenir un strapontin ministériel dans un quelconque gouvernement de la bourgeoisie même s'il se dit de gauche. Je suis dans le camp des travailleurs et rien que dans le camp des travailleurs. Le camp des travailleurs c'est avant tout celui des ouvriers, des employés, des techniciens, avec ou sans emploi, mais pas seulement. Car dans les travailleurs il y a bien évidemment aussi les artisans, les petits commerçants, les petits paysans qui ne vivent que de leur seul travail parfois durement, sans exploiter personne. Ceux-là sont aussi exploités par les banques, par les circuits de distribution, par le capital en un mot. Et c'est à eux de savoir s'ils sont plus solidaires du monde du travail que de ce monde des banquiers et des capitalistes dont ils sont eux aussi victimes.

Travailleuses, travailleurs,

- Faites en sorte que les voix des travailleurs se distinguent des voix de ceux qui les oppriment.

- Le monde du travail doit faire entendre sa voix contre tous ceux qui parlent en son nom et à sa place.

- En votant pour ma candidature vous ferez entendre la voix des travailleurs.

Je n'ai jamais varié dans mes opinions et dans mes idées, vous le savez peut-être. On me le reproche parfois en disant que mes idées sont dépassées. Mais ce n'est pas vrai car si la société change, c'est à reculons. Et la distinction entre classe ouvrière et bourgeoisie n'a jamais été aussi réelle, aussi visible, aussi inique qu'aujourd'hui.

Alors, le 24 avril, votez pour le camp des travailleurs, votez Arlette Laguiller.

Vu la candidate

Arlette Laguiller

Arlette Laguiller

Pour toute correspondance : Lutte Ouvrière BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Impressions Multi-Services - 75017 Paris